



Presse

Parti Socialiste

www.parti-socialiste.fr

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 77 26
Fax : 01 45 56 78 74

presse@parti-socialiste.fr

Le 4 mars 2008

Communiqué du bureau national

Le Parti socialiste soutient pleinement la journée nationale d'action et les manifestations organisées le 6 mars pour la défense du pouvoir d'achat des retraités et une vraie revalorisation des pensions, en particulier des petites retraites.

En effet, pour la seule année 2008, et si aucune mesure n'est prise, la perte du pouvoir d'achat pour 13 millions de retraités sera de près de 2 points. Ce nouveau décrochage intervient après l'érosion continue du niveau de vie de nombre de personnes âgées tout au long de la dernière législature.

Aujourd'hui des millions de retraités connaissent des revenus inférieurs au SMIC. 1 million d'entre eux se situent sous le seuil de pauvreté. 640000 perçoivent le minimum vieillesse, soit actuellement 628 euros mensuels.

Les engagements électoraux du Chef de l'État ne sont pas tenus. La prime de 200 euros, concédée, pour le courant du prochain trimestre, sans concertation ni discussion, aux seuls allocataires du minimum vieillesse, couvrira à peine le coût des franchises médicales et le nouvel essor des dépassements d'honoraires médicaux, qui pénalisent d'abord les personnes âgées.

Nous sommes loin des 25% d'augmentation sur 5 ans des millions de petites pensions, promis par Nicolas SARKOZY. D'autant que le regain d'inflation, sur les produits et services de première nécessité frappe durement, depuis la rentrée de septembre, les plus démunis.

Les socialistes s'associent à la démarche et à la revendication de plusieurs organisations syndicales de retraités qui exigent une revalorisation immédiate des pensions et refusent le retour et l'extension de la pauvreté des personnes âgées.

Ils jugent à la fois désinvolte et injuste, l'attitude du pouvoir qui s'est empressé de concéder, dès juillet 2007, 15 milliards d'avantages fiscaux à quelques privilégiés, pour des résultats économiques et financiers que chacun peut, malheureusement, évaluer aujourd'hui.